

Art. 3. § 1. Les sociétés de gestion transmettent au délégué du Ministre, visé à l'article 76 de la loi précitée, la liste des ayants droit qui leur ont volontairement confié la gestion de leur droit de suite et veillent à ce que cette liste soit mise à jour tous les six mois.

Toute personne peut obtenir sur demande écrite, à ses frais, la liste visée à l'alinéa précédent auprès du délégué du Ministre.

§ 2. Les sociétés de gestion visées à l'article 1^{er} publient une fois par an au *Moniteur belge* :

— la liste des ayants droit dont les œuvres ont fait l'objet d'une vente publique ayant donné lieu au versement du droit de suite sur le compte commun, au cours de l'année civile précédente, ainsi que la date de la vente publique et la date de la notification de la vente à une de ces sociétés de gestion des droits, ou

— à défaut d'identification des ayants droit, la liste des œuvres ayant fait l'objet d'une vente publique ayant donné lieu au versement du droit de suite sur le compte commun, au cours de l'année civile précédente, ainsi que la date de la vente publique et la date de la notification de la vente à une de ces sociétés de gestion des droits.

Art. 4. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 juillet 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Art. 3. § 1. De beheersvennootschappen zenden de lijst van de rechthebbenden die hen vrijwillig het beheer hebben toevertrouwd, over aan de afgevaardigde van de Minister, zoals bepaald in artikel 76 van voormelde wet, en zorgen ervoor dat deze lijst om de zes maanden bijgewerkt wordt.

Enieder kan op schriftelijke aanvraag, de in het vorige lid bepaalde lijst op eigen kosten verkrijgen bij de afgevaardigde van de Minister.

§ 2. De in artikel 1 bepaalde beheersvennootschappen publiceren eenmaal per jaar in het *Belgisch Staatsblad* :

— de lijst van rechthebbenden waarvan de werken die tijdens het vorig kalenderjaar deel hebben uitgemaakt van een openbare verkoop die aanleiding heeft gegeven tot het storten van het volgrecht op de gemeenschappelijke rekening, evenals de datum van de openbare verkoop en de datum van de kennisgeving van de verkoop aan één van deze beheersvennootschappen, of,

— bij ontstentenis van identificatie van de rechthebbenden, de lijst van de werken die tijdens het vorig kalenderjaar deel hebben uitgemaakt van een openbare verkoop die aanleiding heeft gegeven tot het storten van het volgrecht op de gemeenschappelijke rekening, evenals de datum van de openbare verkoop en de datum van de verkoop aan één van deze beheersvennootschappen.

Art. 4. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 juli 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
ET MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 99 — 169

[C - 99/22031]

13 JANVIER 1999. — Arrêté royal fixant le montant et les modalités de paiement des frais et redevances associés au label écologique européen

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 14 juillet 1994 portant création du Comité d'attribution du label écologique européen, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté royal du 29 août 1997 relatif au Comité d'attribution du label écologique européen,

Vu le Règlement (CEE) n° 880/92 du Conseil du 23 mars 1992 concernant un système communautaire d'attribution de label écologique, notamment l'article 11;

Vu la Décision 93/326/CEE de la Commission des Communautés européennes du 13 mai 1993 définissant des orientations relatives à la fixation des coûts et redevances associés au label écologique communautaire;

Vu la Décision 93/517/CEE de la Commission des Communautés européennes du 15 septembre 1993 concernant un contrat type relatif aux conditions d'utilisation du label écologique communautaire;

Vu l'avis du Comité d'attribution du label écologique européen, donné le 28 octobre 1998;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 26 novembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 décembre 1998,

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN
EN MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 99 — 169

[C - 99/22031]

13 JANUARI 1999. — Koninklijk besluit tot bepaling van het bedrag en de wijze van betaling van de kosten en rechten verbonden aan het Europese milieukeurmerk

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 14 juli 1994 inzake de oprichting van een Comité voor het toekennen van het Europese milieukeurmerk, inzonderheid artikel 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 augustus 1997 betreffende het Comité voor het toekennen van het Europese milieukeurmerk,

Gelet op Verordening (EEG) nr. 880/92 van de Raad van 23 maart 1992 inzake een communautair systeem voor de toekenning van milieukeuren, inzonderheid artikel 11;

Gelet op de Beschikking 93/326/EEG van de Commissie van de Europese Gemeenschappen van 13 mei 1993 tot vastlegging van richtsnoeren voor de vaststelling van de kosten en vergoedingen voor aanvragen van en voor het gebruik van de communautaire milieukeur;

Gelet op de Beschikking 93/517/EEG van de Commissie van de Europese Gemeenschappen van 15 september 1993 betreffende een standaardcontract over de gebruiksvoorwaarden voor de communautaire milieukeur;

Gelet op het advies van het Comité voor het toekennen van het Europese milieukeurmerk, gegeven op 28 oktober 1998;

Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 26 november 1998;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 22 december 1998,

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Considérant que la Commission européenne a émis le 6 août 1998, à l'encontre du Royaume de Belgique, un avis motivé en raison de l'exécution incomplète du Règlement (CEE) n° 880/92 précité, dans lequel la Belgique a été mise en demeure de prendre les mesures nécessaires pour exécuter cet avis dans les deux mois à compter de la notification de ce dernier;

Considérant que la fixation du montant et des modalités de paiement des redevances et des droits liés au label écologique européen est requise pour permettre l'entrée en vigueur du chapitre III de l'arrêté royal visé du 29 août 1997, ainsi que l'exécution complète du Règlement précité;

Considérant que le présent arrêté doit dès lors être pris sans délai pour donner suite à l'avis motivé de la Commission européenne et pour éviter une procédure d'infraction devant la Cour de Justice des Communautés européennes,

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie et des Télécommunications, de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et de Notre Secrétaire d'Etat à la Sécurité, à l'Intégration sociale et à l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier — Droit d'introduction des demandes

Article 1^{er}. Toute demande d'attribution d'un label est soumise au paiement de droits dont le montant couvre les coûts de traitement du dossier.

Conformément à la Décision 93/326/CEE de la Commission des Communautés européennes du 13 mai 1993 définissant des orientations relatives à la fixation des coûts et redevances associés au label écologique communautaire, le montant de ces droits est fixe à 400 euros.

Art. 2. Les montants dus en vertu des dispositions du présent arrêté doivent être versés ou virés sur un compte destiné à cette fin. Le dossier concerné doit être mentionné sur le formulaire utilisé à cet effet.

Art. 3. Une demande, telle que visée à l'article 1^{er}, premier alinéa, n'est recevable que si la preuve du paiement du montant complet des droits fixé à l'article 1^{er}, deuxième alinéa, y est jointe.

Tous les frais des transactions bancaires sont toujours à la charge du demandeur du label écologique.

CHAPITRE II. — Redevance d'utilisation

Art. 4. § 1^{er}. Une redevance d'utilisation du label est versée annuellement par tout demandeur ayant obtenu un label écologique conformément aux articles 10 et 12 du Règlement.

§ 2. Cette redevance annuelle porte sur une période de douze mois à compter de la date d'attribution du label écologique au demandeur.

§ 3. Cette redevance annuelle atteint 0,15 % du volume annuel des ventes, à l'intérieur de la Communauté européenne, du produit ayant obtenu le label écologique.

Le calcul du volume des ventes doit être basé sur les prix départ usine.

§ 4. Sans préjudice de l'application du § 3, le montant minimum de la redevance annuelle est fixé à 400 euros, conformément à la Décision 93/326/CEE de la Commission des Communautés européennes du 13 mai 1993 définissant des orientations relatives à la fixation des coûts et redevances associés au label écologique communautaire.

§ 5. La redevance annuelle pour la première année pendant laquelle le label écologique est utilisé est calculée sur la base du volume des ventes dans l'Union européenne pendant le premier trimestre.

Si, en vertu du contrat fixant les conditions d'utilisation, le détenteur n'est plus autorisé à utiliser son label écologique pendant une année complète, la redevance annuelle due visée au § 3 ou le montant minimum visé au § 4, est multiplié par le facteur : $x/365$, x étant le nombre de jours pendant lesquels le détenteur peut (encore) utiliser son label écologique, conformément au contrat.

Overwegende dat de Europese Commissie op 6 augustus 1998 tegen het Koninkrijk België een met redenen omkleed advies heeft uitgebracht wegens onvolledige tenuitvoerlegging van voormelde Verordening (EEG) nr. 880/92, waarin België wordt aangemaand binnen een termijn van twee maanden, te rekenen vanaf de kennisgeving van dit advies, de nodige maatregelen te nemen om eraan te voldoen;

Overwegende dat de vaststelling van het bedrag en de wijze van betaling van de kosten en de rechten verbonden aan het Europees milieukeurmerk noodzakelijk is voor de inwerkingtreding van hoofdstuk III van het voormeld koninklijk besluit van 29 augustus 1997 en de volledige tenuitvoerlegging van de voormelde verordening;

Overwegende dat dit besluit dan ook onverwijld dient te worden vastgesteld om gevolg te geven aan het met redenen omkleed advies van de Europese Commissie en een inbreukprocedure voor het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen te voorkomen;

Op de voordracht van Onze Minister van Economie en Telecommunicatie, Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en Onze Staatssecretaris voor Veiligheid, Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Aanvraagvergoeding

Artikel 1. Voor iedere aanvraag tot toekenning van een keurmerk wordt een vergoeding aangerekend die de kosten van de behandeling van het dossier dekt.

Overeenkomstig Beschikking 93/326/EEG van de Commissie van de Europese Gemeenschappen van 13 mei 1993 tot vastlegging van richtsnoeren voor de vaststelling van de kosten en vergoedingen voor aanvragen van en voor het gebruik van de communautaire milieukeur, wordt het bedrag van deze vergoeding vastgesteld op 400 euro.

Art. 2. De krachtens de bepalingen van dit besluit verschuldigde bedragen moeten gestort of overgeschreven worden op een daartoe bestemde rekening. Op het hiervoor gebruikte formulier moet verwezen worden naar het betreffende dossier.

Art. 3. Een aanvraag zoals bedoeld in artikel 1, eerste lid, is slechts ontvankelijk indien het bewijs van betaling van het volledige bedrag vastgesteld in artikel 1, tweede lid, erbij gevoegd is.

Alle bancaire transactiekosten zijn steeds ten laste van de aanvrager van de milieukeur.

HOOFDSTUK II. — Gebruiksrecht

Art. 4. § 1. Iedere aanvrager aan wie overeenkomstig de artikelen 10 en 12 van de Verordening een milieukeurmerk is toegekend, betaalt jaarlijks een recht voor het gebruik van het milieukeurmerk.

§ 2. Dit jaarlijks recht heeft betrekking op een periode van twaalf maanden die ingaat op de datum van de toekenning van het milieukeurmerk aan de aanvrager.

§ 3. Dit jaarlijks recht bedraagt 0,15 % van de jaaromzet in de Europese Gemeenschap van het product waaraan het milieukeurmerk is toegekend.

De berekening van de omzet dient gebaseerd te zijn op de prijzen af-fabriek.

§ 4. Onverminderd de toepassing van § 3 wordt het minimumbedrag van het jaarlijks recht overeenkomstig Beschikking 93/326/EEG van de Commissie van de Europese Gemeenschappen van 13 mei 1993 tot vastlegging van richtsnoeren voor de vaststelling van de kosten en vergoedingen voor aanvragen van en voor het gebruik van de communautaire milieukeur, vastgesteld op 400 euro.

§ 5. Het jaarlijks recht voor het eerste jaar waarvoor het keurmerk wordt gebruikt wordt berekend op basis van de omzet in de Europese Unie tijdens het eerste trimester.

Wanneer de houder, volgens het contract over de gebruiksvoorwaarden, zijn milieukeurmerk geen volledig jaar meer kan gebruiken, wordt het verschuldigde jaarlijks recht bedoeld in § 3 of het in § 4 vermelde minimumbedrag vermenigvuldigd met de factor : $x/365$, waarbij x het aantal dagen is gedurende dewelke de houder zijn milieukeurmerk volgens het contract (nog) kan gebruiken.

Art. 5. § 1^{er}. En vue de la perception de la redevance visée à l'article 4, le détenteur du label écologique doit communiquer, au plus tard un mois après l'expiration du premier trimestre suivant son attribution, le volume total des ventes visé à l'article 4, § 3, réalisé pendant ce premier trimestre, par lettre recommandée au secrétariat du Comité d'attribution du label écologique européen, à l'adresse du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement.

Les données ainsi obtenues sont multipliées par 4 pour pouvoir fixer la redevance due en vertu de l'article 4, § 3 ou § 4. Le cas échéant, ce montant est multiplié par le facteur prévu à l'article 4, § 5. En vue du paiement du montant dû, le secrétariat du Comité pour l'attribution du label écologique européen envoie au détenteur une lettre recommandée mentionnant les modalités de paiement.

§ 2. Un décompte final est opéré à la fin de l'année ou de la partie de l'année pour laquelle le label écologique a été attribué. Le détenteur du label écologique transmet à cette fin, au secrétariat du Comité pour l'attribution du label écologique européen, à l'adresse du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, par lettre recommandée et au plus tard un mois après l'expiration de l'année ou de la partie de l'année pour laquelle le label écologique a été attribué, le volume total effectif des ventes réalisé pendant cette période, tel que visé à l'article 4, § 3.

Un mois après réception des données visées à l'alinéa précédent, le montant excédentaire éventuellement payé est remboursé au détenteur du label écologique.

Si, au contraire, il apparaît de ces données que la redevance payée est insuffisante, le secrétariat du Comité pour l'attribution du label écologique européen envoie, au détenteur du label écologique, une nouvelle lettre recommandée avec mention des modalités de paiement du solde dû.

§ 3. Par dérogation aux dispositions du § 1^{er}, la redevance visée à l'article 4, § 5, est calculée, le cas échéant, sur la base du volume des ventes pour l'année d'utilisation précédente, déjà communiqué dans le cadre du § 2. A cet effet, la redevance annuelle visée à l'article 4, § 3, ou le montant minimum visé à l'article 4, § 4, est multiplié par le facteur : $x/365$, x étant le nombre de jours pendant lesquels le détenteur peut (encore) utiliser son label écologique conformément au contrat.

Le secrétariat du Comité pour l'attribution du label écologique européen envoie au détenteur du label écologique une lettre recommandée mentionnant les modalités de paiement.

Le décompte final est établi conformément aux dispositions du § 2, sur la base du volume des ventes pendant la période visée.

Art. 6. Si les données visées à l'article 5 ne sont pas transmises en temps utile ou lorsque les montants dus ne sont pas payés dans les délais prévus, l'utilisation du label écologique est suspendue à partir du quinzième jour calendrier suivant l'envoi recommandé de la sommation de payer. Cette décision est prise par le Comité pour l'attribution du label écologique européen sur la base des informations fournies par le secrétariat du Comité. Cette suspension est levée à partir de la date du paiement du montant complet.

Art. 7. Au cas où le Comité pour l'attribution du label écologique européen ou le détenteur suspend ou met fin à l'utilisation du label écologique, l'utilisateur ne peut plus prétendre au remboursement total ou partiel des redevances.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. § 1. Met het oog op de inning van het recht bedoeld in artikel 4 moet de houder van het milieukeurmerk uiterlijk één maand na het verstrijken van het eerste trimester na toekenning ervan, de in artikel 4, § 3, bedoelde omzet, die werd behaald tijdens dit eerste trimester, door middel van een aangetekend schrijven meedelen aan het secretariaat van het Comité voor het toekennen van het Europese milieukeurmerk, op het adres van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu.

De aldus bekomen gegevens worden vermenigvuldigd met 4 om het verschuldigde recht, overeenkomstig artikel 4, § 3 of § 4, te kunnen vaststellen. In voorkomend geval wordt dit bedrag vermenigvuldigd met de factor vermeld in artikel 4, § 5. Het secretariaat van het Comité voor het toekennen van het Europese milieukeurmerk stuurt de houder, met het oog op de betaling van het verschuldigde bedrag, een aangetekend schrijven met de vermelding van de betalingsmodaliteiten.

§ 2. Op het einde van het jaar of deel van een jaar waarvoor een milieukeurmerk werd toegekend, wordt een eindafrekening gemaakt. Daartoe maakt de houder van het milieukeurmerk, per aangetekend schrijven, en uiterlijk één maand na het verstrijken van het jaar of deel van een jaar waarvoor het milieukeurmerk werd toegekend, de effectieve omzet behaald tijdens deze periode zoals bedoeld in artikel 4, § 3, over aan het secretariaat van het Comité voor het toekennen van het Europese milieukeurmerk, op het adres van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu.

Eén maand na het bekomen van de in het vorige lid bedoelde gegevens wordt het eventueel teveel betaalde aan de houder van het milieukeurmerk teruggestort.

Indien op basis van deze gegevens het reeds betaalde recht daarentegen niet blijkt te volstaan, stuurt het secretariaat van het Comité voor het toekennen van het Europese milieukeurmerk een bijkomend aangetekend schrijven met de vermelding van de betalingsmodaliteiten aan de houder van het milieukeurmerk voor het nog verschuldigde saldo.

§ 3. In afwijking van het bepaalde in § 1 wordt het in artikel 4, § 5, bedoelde recht in voorkomend geval berekend op basis van de reeds in het kader van § 2 voor het voorafgaandelijk gebruiksjaar overgemaakte jaaromzet. Hiertoe wordt het jaarlijks recht bedoeld in artikel 4, § 3, of het in artikel 4, § 4, vermelde minimumbedrag vermenigvuldigd met de factor : $x/365$, waarbij x het aantal dagen is gedurende dewelke de houder zijn milieukeurmerk volgens het contract (nog) kan gebruiken.

Het secretariaat van het Comité voor het toekennen van het Europese milieukeurmerk stuurt de houder van het milieukeurmerk een aange-tekend schrijven met de vermelding van de betalingsmodaliteiten.

De eindafrekening op basis van de effectief voor de betrokken periode behaalde omzet verloopt overeenkomstig de bepalingen van § 2.

Art. 6. Wanneer de gegevens bedoeld in artikel 5 niet tijdig worden doorgegeven of de verschuldigde bedragen niet tijdig zijn voldaan, wordt het gebruik van het milieukeurmerk opgeschort vanaf de vijftiende kalenderdag na de aangetekende verzending van de aanmaning tot betaling. Deze beslissing wordt genomen door het Comité voor het toekennen van het Europese milieukeurmerk op basis van de informatie die door het secretariaat van het Comité wordt verstrekt. Deze opschorting wordt terug opgeheven vanaf de datum van volledige betaling.

Art. 7. In geval van schorsing of voortijdige beëindiging van het gebruik van het milieukeurmerk door het Comité voor het toekennen van het Europese milieukeurmerk of door de houder, kan de houder geen aanspraak maken op de gehele of de gedeeltelijke terugbetaling van de vergoedingen.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 9. Notre Ministre de l'Economie et des Télécommunications, Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et Notre Secrétaire d'Etat à la Sécurité, à l'Intégration sociale et à l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 janvier 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
E. DI RUPO

Le Ministre de la Santé publique,
M. COLLA

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement,
J. PEETERS

Art. 9. Onze Minister van Economie en Telecommunicatie, Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en Onze Staatssecretaris voor Veiligheid, Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 januari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
E DI RUPO

De Minister van Volksgezondheid,
M. COLLA

De Staatssecretaris voor Leefmilieu,
J. PEETERS

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 99 — 170

[C - 98/11412]

17 DECEMBRE 1998. — Arrêté royal prescrivant l'établissement d'une statistique mensuelle de l'activité dans l'industrie du bâtiment et du génie civil

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique, modifiée par les lois du 1^{er} août 1985 et du 21 décembre 1994, notamment les articles 1 à 8, 15, 16 et 18 à 23;

Vu l'avis du Conseil Supérieur de Statistique, donné le 25 novembre 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que l'euro sera introduit le 1^{er} janvier 1999; que les formulaires requis pour la bonne application de la loi du 4 juillet 1962 précitée, doivent être adaptés;

Considérant les délais requis pour l'impression et la diffusion desdits formulaires, ainsi que la nécessité d'informer en temps utile les personnes appelées à les remplir;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. L'Institut national de Statistique établit une statistique mensuelle de l'activité dans l'industrie du bâtiment et du génie civil.

Sont soumises à cette statistique les entreprises appartenant à la branche d'activité visée à l'alinéa précédent et ayant occupé à un moment quelconque de l'année précédente au moins dix personnes assujetties à la sécurité sociale.

§ 2. Sont classées dans l'industrie du bâtiment et du génie civil les entreprises exerçant les activités énumérées ci-après conformément à la nomenclature européenne des activités NACE Rev 1:

- 45 Construction;
- 45.1 Préparation des sites;
- 45.11 Démolition d'immeubles et terrassements;
- 45.12 Forages et sondages;
- 45.2 Construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil;
- 45.21 Travaux de construction y compris ouvrages d'art;
- 45.22 Réalisation de charpentes et de couvertures;

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 99 — 170

[C - 98/11412]

17 DECEMBER 1998. — Koninklijk besluit waarbij het opmaken van een maandelijks statistiek van de bedrijvigheid in de burgerlijke en utiliteitsbouw en de grond-, water- en wegenbouw wordt voorgeschreven

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 4 juli 1962 betreffende de openbare statistiek, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1985 en de wet van 21 december 1994, inzonderheid op de artikelen 1 tot 8, 15, 16 en 18 tot 23;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de Statistiek, gegeven op 25 november 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door de omstandigheid dat de euro wordt ingevoerd op 1 januari 1999; dat de formulieren moeten worden aangepast die vereist zijn voor de goede toepassing van de voormelde wet van 4 juli 1962;

Gelet op de termijnen vereist voor het drukken en het verspreiden van deze formulieren en de noodzaak om de personen die ze moeten invullen tijdig te informeren;

Op de voordracht van Onze Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. Het Nationaal Instituut voor de Statistiek maakt een maandelijks statistiek op van de bedrijvigheid in de burgerlijke en utiliteitsbouw, en de grond-, water- en wegenbouw.

Aan deze statistiek zijn onderworpen de ondernemingen die behoren tot de in voorgaand lid bedoelde bedrijfstak en die, op enig tijdstip in het voorgaande jaar, tenminste tien aan de sociale zekerheid onderworpen personen hebben tewerkgesteld.

§ 2. Onder de burgerlijke en utiliteitsbouw, en de grond-, water- en wegenbouw worden de ondernemingen gerangschikt die de hierna opgesomde activiteiten uitoefenen volgens de Europese activiteitennomenclatuur NACE Rev 1:

- 45 Bouwnijverheid;
- 45.1 Het bouwrijp maken van terreinen;
- 45.11 Slopen van gebouwen, grondverzet;
- 45.12 Proefboren en boren;
- 45.2 Burgerlijke en utiliteitsbouw; weg- en waterbouw;
- 45.21 Algemene bouwkundige en civieltechnische werken;
- 45.22 Dakbedekking en bouw van dakconstructies;